

DEC211084DR13

Décision portant délégation de signature à **M. Pierre LEFEBVRE**, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5221 intitulée **Laboratoire Charles Coulomb (L2C)**

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5221 Laboratoire *Charles Coulomb (L2C)*, dont le directeur est M. Pierre LEFEBVRE

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Sylvie CONTRERAS Directrice Adjointe**, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sylvie CONTRERAS, délégation est donnée à **M. Thierry BRETAGNON Directeur Adjoint** aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thierry BRETAGNON, délégation est donnée à **Mme Régine PAUZAT Responsable Budget Général** aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le **05^r mars 2021**

Le directeur de l'Unité

Pierre LEFEBVRE

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000€ HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.